

Retirer le projet dit de "sécurité globale" (p. 3)

COMMUNISTES

Vaccin covid accessible à tous
Lancement de la campagne européenne (p. 4)



Une exposition qui puisse se partager,
se diffuser, devenir virale

Vidéo

**Centenaire du PCF
100 ans d'avenir**

**Une exposition à voir,
partager et à coller
dans votre rue !**

Aux ordres !

Au lendemain de la Marche des Libertés, la presse nationale de ce dimanche était une presse aux ordres. Rien en Une du *JDD*, entièrement occupée par un portrait de Macron ; une simple photo page 15, légendée avec le chiffre de manifestants donné par la police. Une puce en Une du *Parisien*, consacrée elle aux ministres Veran et Lemaire ; et un petit papier page 12, précédé par un laborieux plaidoyer de la hiérarchie policière. Les journaux des milliardaires Bolloré et Arnault ont bien travaillé pour Darmanin. On appelle ça d'ordinaire des indics. 🇫🇷

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : €

**"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Tous les mardis et samedis à 18 h pour des débats Facebook autour du centenaire du congrès de Tours. (Les vidéos seront ensuite disponibles sur la chaîne YouTube du Parti.)

Tous les vendredis de décembre : Vente de l'Humanité avec une œuvre originale de C215 sur des grandes figures communistes de la Résistance (commande à passer au journal), Centenaire d'avenir du PCF et visible place du Colonel-Fabien (Paris)

2 décembre : Réunion d'animation en France de la campagne européenne "Pas de profit sur la pandémie"

2 décembre 18 h : Rencontre avec Christophe Deroubaix, « États-Unis : Quels enjeux après l'élection ? Facebook live PCF Gard (30)

2 décembre 18 h 30 : 1995, l'Union fait la force. *Le lien zoom pour participer au webinaire*

: <https://us02web.zoom.us/j/82481176940?pwd=UHFhVmxrNUlWRUhoUTJEQ3FPMzFsZz09>

3 décembre : Jeudi Rouge, vente à prix exceptionnel les livres du centenaire du PCF

3 décembre 10 h : Manifestation départementale des agents du médico-social, Saint-Maximin (60)

3 décembre 14 h : Rassemblement pour les oublié-e-s du Ségur de la Santé, devant le ministère, 8 avenue Ségur (75007)

3 décembre 18 h : Montargis : Stop à la loi de sécurité globale !, place de la République (45)

3 décembre 18 h 30 : 4 questions autour de la laïcité avec Jean-Paul Delahay, inscription à la coopérative des idées du 93. Inscription au préalable à partir de ce lien : <https://urlz.fr/ekp4>

3 décembre 18 h 30 : Comment ouvrir une nouvelle ère du TER dans nos régions ? Avec Jean-Louis Gibelin et Laurent Brun, Live Facebook sur PCF Bas-Rhin (67)

3 décembre 18 h 45 : L'art est un faux dieu, avec Jean-Louis Sagot-Duvauroux. Pour se connecter à la conférence :

<https://zoom.us/j/7585066971>

3 décembre 19 h : Webinaire : Santé, urgence vitale ! Facebook Pcf Choisy (94)

3 décembre 20 h : Bicentenaire de Friedrich Engels, Hommage, Facebook MJCF

4 décembre 8 h 30-12 h 30 : Grand Paris : Pour un nouvel élan de la pensée critique. Inscription par mail à pierremansat@gmail.com

4 décembre 17 h : Manifeste communiste pour l'économie sociale et solidaire. Inscription sur : <https://ess-pcf.fr>

5-11 décembre : Journées d'actions et d'initiatives des communistes pour l'emploi (à voir sur le site)

5 décembre 14 h : Participation à la distribution solidaire, Gennevilliers (92)

5 décembre 14 h 30 : Manifestation pour détruire le chômage

et la précarité, départ mairie des Lilas (93)

5 décembre 14 h : Manifestations contre le projet de loi #sécurité globale

5 décembre 14 h 30 : Nos propositions pour une sécurité de l'emploi et de la formation. Sur le Facebook MJCF92

5 décembre 18 h 30 : Communisme et féminisme/réformisme et révolution, avec Florence Guitton et Vincent Marte, Facebook live PCF 06

5 décembre 19 h : #lumignon « Pour l'hôpital pas pour le capital », Lyon (69)

5-13 décembre 9 h-20 h : Collectes de livres pour les enfants, Pantin (93)

6 décembre 14 h : **Fabien Roussel sera l'invité de Radio J**

6 décembre 16 h 30 : L'engagement anticolonialiste du PCF, avec Alain Ruscio, Facebook live PCF Oise (60)

7 décembre 19 h : **Fabien Roussel sera l'invité d'Audition publique sur LCP et Public Sénat**

8 décembre 18 h : Rassemblement contre la pauvreté, place Léon-Sublet, Vénissieux (69)

9 décembre : Journée de la laïcité

10 décembre 19 h : Débat webinaire Quels droits pour les travailleurs des plateformes numériques ? Facebook PCF Choisy (94)

10 décembre : Journée d'action et de mobilisation à l'appel de l'Intersyndicale Retraités

11 décembre 20 h : « Repolitiser les quartiers populaires », avec Marie-Christine Burricand, Facebook live PCF Vénissieux (69)

12 décembre : Conseil national

12 décembre 18 h 30 : 100 ans de conquêtes communistes en France. Avec Bernard Friot. Facebook live sur PCF Alpes-Mari-times (06)

13 décembre : Premier tour élections législatives partielles dans la 6^e circ. du Pas-de-Calais

13 décembre 16 h : Le PCF et la culture : 100 ans d'histoire », avec Nicolas Devers-Dreyfus, Facebook live PCF Oise (60)

16 décembre : Discours de Fabien Roussel pour les 100 ans d'à venir du PCF

En décembre

Soutien aux assistants d'éducation en grève dans le Loiret, dans la Loire

Calendrier de l'avenant du PCF 13^e :

<https://www.payassociation.fr/pcf13/souscription...>

Soutien renouvelé aux salarié-e-s en lutte de STMicroelectronics (38)

Plusieurs fédérations/sections du Parti organisent des ventes de livres, lithographies, vins, bières, thé 1336, fruits de mer...

Les collectes et distributions de solidarité s'organisent dans

une quarantaine de sections/maisons du peuple.

Retirer le projet dit de « Sécurité globale » et garantir le droit à la sécurité avec une Police nationale de proximité

Alors que l'opposition au projet dit de « Sécurité globale » trouve un très large écho dans le pays et que l'insupportable violence policière qui s'est abattue sur Michel Zecler provoque une lame de fond d'indignation et de colère, le président de la République et le gouvernement, confrontés à une véritable crise politique, ne peuvent se contenter de déclarations. Aujourd'hui, seul le retrait pur et simple du texte dit de « Sécurité globale » est en mesure de répondre à la situation et à un climat particulièrement préoccupant et dangereux.

Avec l'article 24 de ce projet de loi, Michel Zecler, dont les images du tabassage n'auraient pu être diffusées, serait très certainement poursuivi pour « rébellion » ou « violence à l'égard de fonctionnaires dépositaires de l'autorité publique ». Ce jour, en milieu d'après-midi, la majorité parlementaire a décidé de suspendre l'article 24, ce qui constitue une première victoire pour le mouvement populaire et un premier recul pour le pouvoir. C'est l'ensemble du texte qui doit désormais être rejeté, au regard des atteintes graves qu'il porte en matière de liberté d'informer et de savoir, de liberté d'expression, de liberté de manifester, de processus de privatisation des missions de sécurité, alors qu'une politique publique ambitieuse est plus que jamais nécessaire. La France n'est plus elle-même, son image à l'étranger est profondément abîmée avec une telle surenchère autoritaire, les dérives liberticides, la loi de l'arbitraire. D'autres textes (nouveau Schéma national du maintien de l'ordre, Livre blanc sur la sécurité intérieure, projet de loi « confortant les principes républicains » – en particulier concernant ce dernier, nous nous opposons à ce que son article 25 soit l'occasion de reprendre les dispositions de l'article 24 sur la « sécurité globale ») dessinent un horizon lourd de menaces pour notre État de droit.

Le droit à la sécurité pour toutes et tous est un impératif démocratique, une garantie essentielle pour les droits humains. Il y a donc urgence à procéder à une refondation pour une police respectueuse des valeurs républicaines, au service et proche des citoyens. Alors

qu'Emmanuel Macron et les membres du gouvernement se refusent toujours à parler de « violences policières », qui ont dramatiquement marqué la répression des mouvements sociaux et populaires des dernières années, il faut agir pour y mettre fin, ne plus accepter les provocations du ministre de l'Intérieur et du préfet de Police de Paris. L'IGPN doit être remplacée par un contrôle démocratique.

Il y a urgence à reconstruire le lien de confiance entre police et citoyens par la création d'une véritable police nationale de proximité, répondant aux attentes et aux besoins des populations, comme le propose une proposition de loi déposée en septembre 2017 par le groupe Communiste, républicain, citoyen et écologiste au Sénat. La formation initiale, trop courte, et la formation continue, qui doit être élargie à plus de bénéficiaires, sont à rebâtir. Les brutalités et les violences policières, le racisme et toutes les formes de discriminations, les manquements à la déontologie et à une indispensable exemplarité, portent un très lourd préjudice à notre pacte républicain.

Le PCF apporte son soutien aux fonctionnaires de police qui, dans des conditions difficiles, avec une dégradation continue de leurs conditions de travail au cours des dernières années, face à une pression de plus en plus dure, au nom de la politique du chiffre et d'une politique de répression, maintiennent une action respectueuse de nos principes républicains en assurant des missions de sécurité et de tranquillité publiques.

Une Police nationale de proximité, proche des citoyens, eux-mêmes associés à ces enjeux, travaillant avec les différents partenaires à l'échelle des territoires, avec les moyens dont elle n'a jamais bénéficié à ce jour, sera l'une des priorités du PCF qui présentera, dans les prochains jours, un plan d'action pour une politique progressiste de sécurité. ✪

Parti communiste français

30 novembre 2020

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse : € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville.....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

La fédération des Bouches-du-Rhône vient d'éditionner 1920-2020, Communistes dans les Bouches du Rhône, un siècle au service des luttes et du bien commun.

Au prix de 25 €, il a été réalisé grâce au travail remarquable des camarades du collectif Archives-Histoire-Mémoire de notre fédération ; il compte 420 pages richement documentées et illustrées.



Renseignements auprès de secretariat@pcf13.fr

4^e forum européen

Les enjeux pour la gauche en Europe

Le 4^e forum européen des forces de gauche, progressistes et écologistes s'est achevé le samedi 28 novembre par la publication d'une déclaration finale que l'on peut consulter sur le site dédié au forum (DECLARATION FINALE 2020 - European Forum).

Les trois semaines de débats et d'ateliers ont réuni 1 500 participants de 57 pays différents. 160 intervenants politiques, syndicaux, associatifs, à parité (83 femmes et 77 hommes) ont échangé sur les urgences sociales, écologiques, démocratiques, féministes pour les peuples d'Europe confrontés à un véritable défi de civilisation.

La question du plan européen dit de « relance » et du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (UE) fut au cœur des débats, car elle pose celle de la domination du capital sur les choix faits par l'UE, du cadre austéritaire des traités européens et de l'alternative nécessaire pour une coopération entre peuples et nations souveraines et associées.

La critique portée par la gauche sur les sources financières, la dimension du plan, l'utilisation de l'argent et l'absence de contrôle démocratique dans un cadre que certaines bourgeoisies européennes cherchent à utiliser pour fomenter un nouveau saut fédéraliste, est aux antipodes du blocage honteux des gouvernements cléricaux, xénophobes et corrompus de Varsovie et de Budapest. Ces gouvernements ne refusent ni la logique libérale de l'UE, ni les fonds qui en sont l'émanation. La Pologne est le premier bénéficiaire des fonds européens et la Hongrie le quatrième, tout en refusant toute coopération entre les peuples européens. Dans le cas de la Pologne, ce veto est également le fruit du lobby patronal du charbon qui refuse les objectifs contraignants de diminution d'émissions de carbone. La solidarité avec les forces de gauche, féministes, syndicales, écologistes hongroises et polonaises, qui luttent sans relâche contre la réaction, est plus que jamais nécessaire.

Pour que la gauche retrouve le chemin du peuple en Europe, il lui faut articuler trois questions : la question sociale, la question écologique et la question de la souveraineté démocratique des peuples et des nations. Le forum européen a permis de dégager des pistes de travail, en tenant compte de la diversité des forces représentées. L'ampleur de la crise exige de nourrir les luttes de propositions de transformations radicales en rupture avec le mode de gestion capitaliste.

1. Il faut tourner la page de l'austérité européenne et donc des traités européens, qui portent une lourde responsabilité dans la crise du système public de santé.

2. Des coopérations ou une association entre les peuples d'Europe (au-delà des frontières de l'UE, car l'Europe et l'UE sont deux entités différentes) doivent avoir pour principe la défense et la promotion de la « sécurité humaine », c'est-à-dire, du travail, de la protection de la planète, des droits des femmes, du res-

pect du droit international pour les migrants. Alors que les délocalisations ravagent des régions entières, il faut opposer l'exigence d'une souveraineté économique, d'une souveraineté industrielle des peuples et des États, promouvoir des règles de coopération entre les peuples européens qui tournent le dos au dumping fiscal et au dumping social et réorienter l'argent vers les productions utiles à la société et vers un développement et une extension des services publics.

3. Un autre ordre du monde sera possible en développant des coopérations commerciales mutuellement bénéfiques pour les peuples, et un nouveau modèle productif, ainsi qu'en promouvant la sécurité collective, c'est-à-dire le fait qu'un État ou un groupe d'États ne puissent pas prendre de mesures compromettant

la sécurité du voisin. La logique otanienne va clairement à l'encontre de la sécurité collective et il faut rompre avec cette logique. La participation de représentants du forum de Sao Paolo et de la gauche étatsunienne aura mis en lumière la nécessaire solidarité internationale entre les peuples.

La déclaration finale a également ratifié le soutien du forum à la campagne européenne pour un vaccin et un traitement gratuits contre la Covid-19 qui a été officiellement lancée le lundi 30 novembre. Il importe désormais de se mobiliser pour recueillir le million de signatures nécessaires au niveau européen! ✪

Vincent Boulet
adjoint au Secteur international/Europe

Quoi qu'il en coûte... à la population

Les mesures de prévention attachées au deuxième confinement de fin octobre ont été prises par le gouvernement par nécessité. Mais le virus n'est pas le seul responsable de la gravité de la situation. Elle est largement causée par l'impact destructeur des politiques de santé conduites ces dernières années et aggravées sous la présidence Macron. La désorganisation, le manque de moyens, l'imprévoyance ont fait le lit de cette catastrophe. Le gouvernement fait tout pour masquer cette réalité et sa responsabilité.

Les informations journalières à la population se sont limitées au nombre de cas Covid-19 dépistés, au nombre d'hospitalisations, au nombre de lits de réanimation occupés et au nombre de morts sans faire la transparence sur le bien-fondé des mesures adoptées par un mystérieux conseil de défense. La non-anticipation chronique de la gestion de cette deuxième vague de crise sanitaire avec des mesures de confinement en demi-teinte - aucune régulation dans les transports, aucun contrôle des lieux de travail ne respectant pas les gestes barrières et la possibilité de télétravail, pas de politique de dépistage massif à la hauteur des enjeux, toujours pas d'embauche et d'ouvertures de lits dans les hôpitaux, pas de plan national de prise en charge dans les Ehpad etc. - a eu des conséquences catastrophiques et inédites sur la santé physique et psychique des Françaises et des Français. Perspectives d'emplois quasi inexistantes, malnutrition, menaces d'appauvrissement avec la baisse des revenus due au chômage partiel, violences familiales, personnels hospitaliers épuisés, report de prise en charge de nombreuses pathologies, la liste est longue des effets délétères de cette deuxième vague entraînant aujourd'hui huit millions de nos concitoyens et concitoyennes à avoir recours à l'aide alimentaire dont une majorité de jeunes. Au printemps on nous demandait d'applaudir les premiers de corvée, cet automne on nous demande d'applaudir les associations caritatives qui gèrent comme elles peuvent et avec beaucoup de dévouement la pauvreté grandissante. Les salaires de misère et le bénévolat au secours de la pandémie, voilà l'alternative du gouvernement Macron pendant que les actionnaires du CAC40 continuent de se gaver !

Pourtant une autre politique de santé est possible face à cette crise. Au PCF nous continuons à demander une politique de formation massive des personnels de santé qui permettrait d'embaucher dans nos hôpitaux et nos Ehpad et l'arrêt des restructurations et fusions d'établissements de santé qui, malgré la crise sanitaire, se poursuivent. Nous demandons l'instauration d'une véritable démocratie en santé permettant de construire une stratégie collective face à cette pandémie, partagée par une majorité de la population en lieu et place de la stigmatisation individuelle actuelle. Nous demandons l'arrêt du hold-up sur la Sécurité

sociale qui n'a pas à supporter les exonérations massives de cotisations patronales.

Concernant la vaccination, le Parti communiste demande la **vaccination gratuite et sûre pour tous**. Le vaccin, bien public commun, financé dans sa recherche et sa production par des fonds publics n'a pas à être payé deux fois. La Sécurité sociale, financée par nos cotisations, n'est pas là pour alimenter les profits des laboratoires pharmaceutiques. Il participe à l'Initiative citoyenne européenne « Pas de profit sur la pandémie » qui rassemble très largement une large coalition de travailleurs, d'ONG, de groupes de militants, d'associations, de partis politiques et d'experts de la santé au niveau français comme européen. L'objectif est de convaincre la Commission européenne de mettre en place toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les droits de propriété intellectuelle, tels que les brevets, ne limitent pas la disponibilité des traitements et des vaccins contre la Covid-19. Il faut rassembler un million de signatures dans l'ensemble de l'Europe. Un comité français de soutien s'est constitué rassemblant largement. L'heure n'est plus aux profits et au

contrôle privés. Tout le monde a droit à un remède. La seule façon de surmonter cette pandémie est de trouver une solution collective, c'est-à-dire de faire des vaccins et des traitements anti-pandémie un bien public mondial, librement accessible à tous. Aucune entreprise n'est aujourd'hui en mesure de produire des quantités suffisantes pour tous ceux qui ont besoin de ce médicament, et ne devrait avoir le pouvoir de décider de son coût. Il existe une solution à ce blocage de nos vies. Nous l'avons déjà payée. Il est temps de la partager. C'est bien le sens de notre proposition de créer un pôle public du médicament.

Le Parti communiste français a décidé d'y adhérer et engage tous ses militants à signer et à faire signer la pétition à partir du 30 novembre 2020 midi : <https://eci.ec.europa.eu/015/public> 🗳

Maryse Montangon

responsable collectif Santé, protection sociale

Michel Limousin

médecin

NUMÉRIQUE

1^{er} débat par visioconférence dans le cadre des lundis des États généraux de la révolution numérique (egrn.fr) :

La santé fait sa révolution numérique, mais comment ? Sous le contrôle de qui, au profit de qui ?

Lundi 7 décembre de 18 h à 20 h

Avec **Maryse Montangon** (PCF-Santé), **Adrien Parrot** (informaticien, médecin, collectif Interhop), **Juliette Alibert** (juriste, collectif Interhop)

Les données françaises de santé, par leur qualité, constituent un trésor national dont l'exploitation informatique pourrait amener d'importants progrès thérapeutiques. Elles excitent bien des convoitises de la part de l'industrie pharmaceutique mais aussi des GAFAM, des assurances, des banques... Avec la complicité du gouvernement, Microsoft tente de faire main basse sur elles, mais la résistance s'organise, marque des points, avec comme objectif un service public des données de santé.

POUR T'INSCRIRE AFIN DE PARTICIPER AU DÉBAT :

https://www.egrn.fr/la_sant_fait_sa_r_volution_num_rique_mais_comment_sous_le_contr_le_de_qui_au_profit_de_qui

BRÈVES DES FÉDÉRATIONS

Mobilisations

À Metz (54) les communistes ont initié de nombreuses mobilisations pour s'opposer à la construction d'un méga dépôt d'Amazon. Samedi, un mur en carton a été érigé contre l'exploitation des salariés et le dumping fiscal, pour soutenir le commerce de proximité, et le maire de Metz, partisan d'Amazon, a été invité à un débat contradictoire.

Pour l'emploi aussi, militants et élus communistes se sont mobilisés à Béthune pour soutenir les salariés de l'usine Bridgestone et vous présentent leur journal : le Béthunois ! À Saint-Dié, dans les Vosges, nous soutenons la lutte des électriciens gaziers. Pendant qu'à Vitry les camarades se réjouissaient de la décision de l'inspection de travail refusant le licenciement d'Alexandre El Gamal, victime d'une demande de licenciement pour... faits de grève !

Un accès à la santé pour tous

En Vendée une pétition « La santé n'est pas une marchandise : prévention, soins, prise en charge à 100 %. Agissons ! », proposée par les communistes, interpelle les députés macronistes vendéens quant à la désertification médicale, le manque de moyens alloués à la santé.

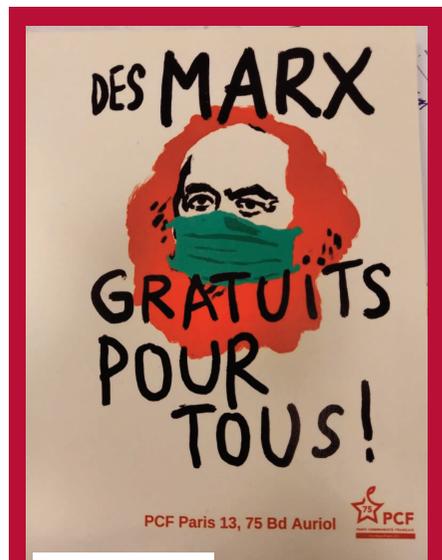
Les communistes montreuillois (93) se battent pour leur hôpital public et demandent avec leurs élus l'annulation de la dette ! #HopitalDay #Montreuil #PCF #SauvonsHopitalPublic

À Paris, la bataille pour sauver l'hôpital Hôtel-Dieu continue aux côtés des soignants pour exiger la réouverture du service d'accueil d'urgences et plus de moyens humains et matériels.

Concours d'affiches avec le PCF Paris 12^e et son Black Friday reporté ; le 8^e arrondissement de Marseille qui colle pour la Sécurité de l'emploi et de formation ; le PCF Paris 13 et Marx.

Et puis des banques alimentaires, des collectes, à Saint-Denis-de-Pile en Gironde, à la fédération du PCF de l'Hérault, du Gard...

Delphine Miquel, Vie du Parti



LE BÉTHUNOIS
Journal des communistes de Béthune - NOVEMBRE 2020

CONTINUER À PRODUIRE DES PNEUS À BETHUNE C'EST POSSIBLE !

Le plan « ACCENTURE », c'était plus un espoir qu'un plan de sauvetage qui nous fasse rêver !

En de la mémoire du jour 12 novembre, lauréats du concours, le PCF Europe de BRIDGESTONE a lancé un appel à la manifestation.

C'est un succès !

« Ni une surprise, BRIDGESTONE quant à sa volonté de continuer à produire des pneus à Béthune au fil des ans. »

« Le même, une fois de plus, le plan « ACCENTURE », rebaptisé par la nouvelle administration « un plan 3000 », c'est-à-dire 3000 à 4000 salariés en moins, une production qui devrait augmenter de 25 à 40% selon les experts venant, c'est à dire des salariés au rabais, des cadenciers inférieurs, et une grande pression.

Cette opération n'a servi en fin de compte qu'à faire perdre trois semaines de ce que le « LA FIDÉLITÉ » propose. La recherche d'un reporteur !

Mais aussi à la grande effluve de marche sur le chemin de l'Hôtel Communal, et des déclarations politiques, notamment devant l'Hôtel. On sait qu'on ne va pas, les déplacements qui affectent les japonais, sont bien marchés, et que certains sont en manque de détails, de détails pour cause de COVID 19 ; mais tout de même, un peu de soutien !

Et bien, c'est tout ça ! Oui, on peut fabriquer des pneumatiques à BÉTHUNE. Oui, il y a des repreneurs potentiels, dont certains se sont manifestés.

Mais avant eux, il faut continuer à produire des pneus, à ce qui importe la banquette, si les conditions sociales sont respectées !

Mais oui, il faut accentuer la pression sur BRIDGESTONE, pour qu'il facilite une reprise.

Oui, il faut accentuer la pression sur l'Hôtel, pour qu'il ne soit pas tenu d'y mettre des bâtons dans les roues ! Pour sauvegarder d'autres intérêts... ceux de BRIDGESTONE !



Campagne pour l'emploi

La commission Entreprises s'engage

Faisons le point après la réunion de la commission nationale Entreprises le 17 novembre, consacrée à la campagne pour l'emploi, avec la participation de Frédéric Boccara, qui a introduit la discussion.

La réunion, avec une nouvelle fois une participation importante (près de 50 camarades) et une discussion très intéressante, traduit une volonté partagée de contribuer activement à une campagne que son contenu tourne vers les entreprises, vers les salariés. Le besoin de formation sur le contenu et la portée révolutionnaire du projet de sécurité d'emploi et de formation va de pair avec la nécessité de passer aux actes, d'expérimenter. On se forme aussi dans l'action. La campagne est vue aussi comme une locomotive de développement de la reconstruction de l'organisation dont le Parti a besoin pour agir parmi les salariés, dans les entreprises et les services, les groupes, les branches. À l'exemple du début de structuration en réseau des communistes de Thalès dont a témoigné Stéphanie Gwizdack.

La campagne vise à relier deux objectifs :

- Résistance au tsunami de suppressions d'emplois, de licenciements, de restructurations et délocalisations, avec la bataille d'idées nécessaire sur le fait qu'ils ne sont pas la simple conséquence de l'épidémie, mais effets de la logique de rentabilité du capitalisme en crise.
- Et promotion d'une perspective alternative radicale, significative de l'originalité du projet communiste : un système, instituant une alternance choisie entre emploi et formation rémunérée, permettant l'éradication du chômage.

Mais comment faire en pratique ? Comment, devant des situations précises où coexistent souvent colère et fatalisme, articuler l'ambition transformatrice de notre projet à des propositions immédiates aidant à la lutte. S'il donne une perspective à l'action, le projet de sécurité d'emploi et de formation peut apparaître lointain, s'il est seulement plaqué, formulé avant des propositions précises. Commençons par des propositions, et montrons, dans l'action, dans quelle perspective nous les situons. La situation nous

pousse à avancer dans cette voie.

Dans l'immédiat il s'agit de construire. On cherche. Il y a la bataille d'idées à mener sur les responsabilités du capital, du système, sur le coût du capital. Et il y a à populariser notre projet de sécurité d'emploi ou de formation, non seulement en explicitant son contenu mais aussi avec une pédagogie de l'action.

Il s'agit d'intervenir dans des situations concrètes, avec des propositions immédiates, qui sont autant de portes d'entrée vers le système révolutionnaire que nous proposons. Par exemple, exigence d'un moratoire des licenciements (à associer à celle d'un pouvoir de contre-propositions, et d'un droit de veto suspensif des licenciements), exigences de sécurisation des rémunérations (maintien des salaires pour les fins de contrat, revalorisation des allocations et minima sociaux, le RSA pour les jeunes de moins de 25 ans...). Cela peut être aussi l'action pour des créations d'emplois et les formations nécessaires pour répondre aux besoins de l'hôpital, de l'éducation, des services publics. Au-delà ne peut-on chercher à expérimenter l'idée de conférences (locales, régionales, nationale) ayant vocation à devenir des institutions permanentes « pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique » ?

La discussion a montré, avec des débuts d'expérimentation, une volonté d'entrer dans le vif de la campagne, et de lui voir fixer, après le succès d'une première journée nationale d'initiative, de nouvelles étapes, jusqu'à, pourquoi pas, une manifestation nationale. L'ampleur de la vague, le besoin d'un fort mouvement de résistance et de lutte contre la domination du capital le justifieraient. ✪

Nicolas Marchand

membre de la commission Entreprises

UNIS CONTRE LE CHÔMAGE ET LA PAUVRETÉ POUR L'EMPLOI, LA DIGNITÉ ET L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE

La maladie et la faim font des ravages dans nos villes et nos quartiers populaires.

Les ressources des familles baissent ! 7 millions d'entre nous sont privés d'emploi ou d'emploi stable ! 8 millions ont recours à l'aide alimentaire ! Les femmes sont davantage précarisées. Et 300 000 femmes et hommes sont sans domicile fixe.



Et pendant ce temps, les 500 plus grosses fortunes totalisent un patrimoine de 730 milliards d'euros, toujours en hausse, et les multinationales prévoient de distribuer plus de 30 milliards de dividendes en 2020.

C'est inacceptable !

C'est le résultat des choix politiques capitalistes d'Emmanuel Macron et du gouvernement qui se poursuivent « quoi qu'il en coûte », en pleine épidémie.

CE N'EST PAS AU PEUPLE, AUX TRAVAILLEURS, DE PAYER LA CRISE !

ÉXIGEONS :

- ♦ **Augmenter les minima sociaux**, le smic, les salaires et retraites, mettre en place le RSA pour les moins de 25 ans, assurer l'égalité professionnelle femmes-hommes, abroger la réforme du système d'indemnisation du chômage.
- ♦ **Interdire les expulsions locatives** et les coupures d'eau, de gaz ou d'électricité. Relever les APL, créer un fonds d'aide au paiement des loyers pour les ménages en situation d'impayé et relancer la construction de logements sociaux.
- ♦ **Engager un plan de soutien aux collectivités locales**, en restituant immédiatement les compensations qui leur sont dues, aux associations et à l'économie sociale et solidaire, permettant notamment la création d'emplois solidaires dans les quartiers populaires.
- ♦ **Interdire les licenciements** des grands groupes bénéficiant de fonds publics et taxer fortement les GAFA.
- ♦ **Embaucher massivement à l'hôpital**, dans les Ehpad, à l'école et dans l'ensemble des services publics, notamment par des pré-recrutements de jeunes, payés durant leur formation.
- ♦ **Créer un fonds de sécurisation de l'emploi**, de la formation et pour la transition écologique et faire contribuer le capital et les profits.



SIGNEZ LA PÉTITION :



https://www.pcf.fr/unis_contre_le_chomage_et_la_pauvrete_pour_emploi_la_dignite_et_legalite_republicaine

Le MJCF et l'UEC demandent l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans

Depuis la première vague de la pandémie, la France est plongée dans une crise économique sans précédent. Les jeunes en sont parmi les premières victimes. Si la précarité des jeunes n'est pas un fait nouveau, les crises sanitaires et économiques ont amplifié ce phénomène de paupérisation. Plus souvent en contrats précaires, plus souvent en période d'essai et durement exposés au travail ubérisé, les jeunes sont les premières et premiers à subir les effets de la crise économique sur l'emploi. Au dernier trimestre 2020, nous comptons près d'un jeune sur quatre au chômage. À celles et ceux qui ont perdu leur emploi s'ajoutent les centaines de milliers d'autres arrivés au terme de leur formation sur un marché de l'emploi saturé et dégradé à compter du mois de septembre. Ne disposant d'aucune épargne et étant exclus des mécanismes de solidarité nationale, ces jeunes sont plus vulnérables à la perte de revenu et ils sont de plus en plus nombreuses et nombreux à tomber dans la grande précarité.

Face à ce contexte inédit, le 23 juillet dernier, le gouvernement a lancé le plan "1 jeune, 1 solution". Manifestement, celui-ci n'est pas à la hauteur. Faute de solutions, de nombreux jeunes se retrouvent sans emploi ni formation et surtout sans aucun revenu. Et pour cause, ce plan ne propose pas suffisamment de solutions, et les mesures ne prévoient que des contrats précaires sans aucun mécanisme d'accompagnement. Après plusieurs mois, force est de constater que le plan d'urgence du gouvernement ne fonctionne pas. La situation est pire que celle de l'été dernier. Au dernier trimestre 2020, le nombre de jeunes en recherche d'emploi augmente drastiquement et le rapport annuel de l'Observatoire des inégalités montre un accroissement de la précarité chez les moins de 25 ans. Alors que nous ne sommes qu'au début de cette crise économique, la situation pour les jeunes risque de se détériorer.

Face à ce constat, depuis le mois dernier, le MJCF a réuni quinze autres organisations de jeunesse afin d'interpeller le gouvernement sur la nécessité d'ouvrir le RSA pour les moins de 25 ans.

Bien que n'étant pas l'alpha et l'oméga d'une politique jeunesse, l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans représente un filet de sécurité nécessaire au vu du contexte. Non seulement cette mesure permettrait d'éviter qu'un trop grand nombre de jeunes ne tombent dans l'extrême précarité, mais elle doit également permettre d'accompagner l'ensemble de ces jeunes vers des mécanismes d'insertion professionnelle ou de formation. Les mécanismes d'accompagnement du RSA doivent ainsi être renforcés et permettre de sécuriser davantage les parcours de vie. En plus d'apporter une sécurité financière, il doit permettre d'amener les jeunes vers une sécurité d'emploi ou de formation.

Le Mouvement jeunes communistes de France a rédigé une tribune (voir

ce-dessous) signée par quinze autres représentantes et représentants d'organisation de jeunesse sur l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans.

Cette tribune a été publiée ce mardi dans les pages du *Monde*.

Léon Deffontaines
secrétaire général du MJCF



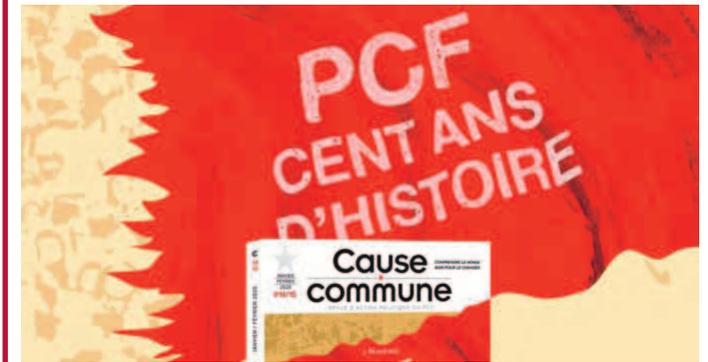
Tribune rédigée par le MJCF

La France est plongée dans une crise économique sans précédent. Les jeunes en sont les premières victimes. Le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF), a réuni quinze organisations de Jeunesse pour demander l'ouverture du RSA aux jeunes de moins de 25 ans.

Depuis le mois de mai dernier, les organisations de jeunesse interpellent le gouvernement à ce sujet. Nous avons très vite été rejoints et soutenus par des centaines de personnalités politiques. Après plusieurs mois de combat, le gouvernement a accepté de recevoir les organisations de jeunesse, mais celui-ci refuse toujours d'ouvrir le RSA pour les moins de 25 ans, prétextant que le plan d'urgence est une réponse suffisante.

Force est de constater que le plan 1 jeune, 1 solution ne fonctionne pas.

Nous refusons cet état de fait. La minorité sociale qui vise à exclure les moins de 25 ans de la solidarité nationale doit cesser. C'est pour cela que nous demandons l'ouverture du RSA pour les moins de 25 ans et que nous soutenons toutes les initiatives parlementaires allant dans cette voie... ✪



L'exposition itinérante reprenant des affiches du Parti durant ces 100 années est à réserver auprès de Corentin à l'adresse centenaire@pcf.fr. Elle est composée d'une dizaine de rolls-up, expédition à la charge de la fédération et conditionnée au paiement du 13ème timbre sur le centenaire.

Voir également l'exposition en cours "AUX ALENTOURS DU CONGRÈS DE TOURS 1914-1924", au Musée de l'Histoire Vivante à Montreuil, qui se terminera le 31 janvier 2021.

Renseignements pour visites groupées : haury@orange.fr
01 48 54 32 44



A l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, initiative unitaire

Plus que jamais, rassembler et agir pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens



Les quatre années du mandat de Trump ont placé la Palestine face à une offensive générale, menée par Israël dans une impunité totale, visant à étrangler le peuple palestinien et à rendre impossible la création d'un État palestinien dans les frontières d'avant juin 1967. Le développement de la colonisation sur le terrain, la poursuite du blocus de Gaza, le déplacement de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem se sont ainsi conjugués avec le « plan Trump » de janvier 2020, qui prévoit notamment l'annexion par Israël d'une grande partie de la Cisjordanie et notamment de la Vallée du Jourdain. Dans ce contexte, la signature d'un traité de « paix » entre Israël et les Émirats arabes unis, suivi de deux autres accords prévus avec Bahreïn et le Soudan, cache mal une logique guerrière contre l'Iran. L'initiative de la Ligue arabe, prévoyant la paix et la normalisation des relations en échange de la création d'un État palestinien conformément au droit international, et une solution pour les réfugiés palestiniens avec un

exercice effectif du droit au retour risquent de devenir caduque. Cela conforte Israël dans sa politique visant à isoler et affaiblir la cause palestinienne. La défaite de Trump à l'élection présidentielle est un coup dur pour la politique de Netanyahu mais n'a pour le moment rien changé sur le terrain : les autorisations de nouvelles colonies, les arrestations et expulsions de Palestiniens, les démolitions de maisons se poursuivent et s'accroissent. Il faudra que Joe Biden prenne des mesures concrètes pour contraindre l'État d'Israël à se conformer au droit international. Devant cette situation, la France persiste dans la même rhétorique : elle déplore, elle regrette, elle rappelle la solution à deux États... Mais elle évite soigneusement toute initiative effective. La position de la France est en recul, s'alignant la plupart du temps sur l'axe États-Unis-Israël-pays du Golfe. C'est un jeu dangereux. Les ventes d'armes auraient-elles plus de poids que la justice et le droit ?

catastrophiques, aggravées par la deuxième vague montante de la pandémie ? N'est-il pas temps d'empêcher Israël de poursuivre la colonisation, l'annexion et sa politique d'apartheid ? Il faut remédier à l'instabilité de cette région où la paix reste improbable tant que la question palestinienne ne trouve pas une réponse conforme au droit international fondé sur la Charte de l'ONU et ses résolutions et la IV^e convention de Genève. Partout, le peuple palestinien résiste pour exister : à Gaza, face à un blocus inhumain et des bombardements incessants ; en Cisjordanie, face au vol des terres, aux attaques de l'armée, à la violence des colons ; à Jérusalem, contre les destructions et les expulsions ; dans les camps de réfugiés du Liban, face à une situation rendue encore plus catastrophique par la crise économique. En Israël même, la lutte contre les discriminations trouve sa traduction politique dans la Liste Unie, qui agrège des voix israéliennes arabes et juives pour un avenir commun dans un combat commun pour l'égalité et pour le droit.

Pourtant, 139 pays reconnaissent l'État de Palestine. La Suède a franchi le pas en 2014, premier pays de l'Union européenne à agir en ce sens. La même année, le parlement français s'est prononcé en faveur de cette reconnaissance. Les présidents F. Hollande et E. Macron ont déclaré qu'elle serait mise en œuvre « quand le moment sera venu ».

Qu'attend-on ? Encore plus de violations, de détentions arbitraires et d'humiliations, tandis que les conditions de vie et de travail des populations en Cisjordanie et à Gaza sous blocus deviennent

Dans toutes ces situations, ils peuvent compter sur notre soutien. Le gouvernement français doit enfin mener une politique indépendante conforme au multilatéralisme. Les voies de la paix passent, sans ambiguïté, par la reconnaissance de l'État de Palestine dans le cadre des frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale, aux côtés de l'État d'Israël. Face à la violation par le gouvernement israélien du droit international et des droits fondamentaux du peuple palestinien, la France se doit d'agir pour la suspension immédiate de l'accord d'association UE-Israël et des accords bilatéraux de coopération sécuritaire et militaire. Enfin, nous demandons que la France contribue dorénavant à faire du Proche-Orient une zone exempte d'armes nucléaires et de destruction massive. ✪

À Paris, le 30 novembre 2020

AFPS, CGT, EELV, GDS, Intergroupe parlementaire de la FI, MJCF, LDH, Mouvement de la Paix, MRAP, PCF, Plateforme des ONG pour la Palestine, R&S, REF, UAVJ, UNEF, UEC.

Opération Aquarium (5/5)

L'immeuble de la direction nationale du PCF, place du Colonel-Fabien, fut tout un temps espionné par les services secrets américains. Un fonds d'archives l'atteste. Retour sur une affaire qui fit du bruit au milieu des années 70.

Tout s'arrête en janvier/février 1976. Pourquoi ?

L'agence doit réaliser au fil des semaines qu'il se passe quelque chose d'anormal dans la surveillance du siège du PCF. Chaque fois qu'elle marquait un point (par exemple avec la pose d'un micro dans la voiture de Marchais ou l'établissement d'un contact apparemment prometteur avec un homme du service Entretien), cet avantage était contré assez vite : la voiture « sonorisée » est changée, la taupe est « remerciée » et ne travaille plus à Fabien. Bizarre. Les paranos de la CIA flairent l'embrouille. Car tout se passe comme si le Parti avait un espion chez les espions si l'on peut dire. Marchal finit par être soupçonné. On sait (il l'aurait dit à Guérin et Durand ?) qu'il passe à nouveau au détecteur de mensonges avec un spécialiste venu tout exprès de Francfort. Trois jours de passage au détecteur, c'est dire si ses employeurs avaient un gros doute.

Ensuite Marchal disparaît. On ne sait pas ce qu'il est devenu.

Lui n'a pas dû être étonné d'être soupçonné par l'agence, il s'y attendait. Dès l'été 1975, selon les archives, il se sent filoché, pense que son téléphone est sous écoute. Il en parle à Guérin, lui demande si c'est le PCF qui le piste ? Il ne doit pas trop y croire et sent bien que c'est sa maison-mère qui l'a à l'œil.

Marchal savait qu'il exerçait un métier précaire... Il s'y attendait et il s'y préparait. Marchal a le sens de la débrouille. Un jour il parla d'un proche (un autre espion) qui avait travaillé pour la sécurité de l'Otan, qui avait réalisé des centaines de fiches, prêtes à être vendues ou publiées...

Et on apprend, toujours à la lecture des archives, qu'il avait une habitude : il déposait systématiquement dans un coffre en Belgique le double de tous ses rapports à la CIA, de tous ses contacts avec les gens de l'agence et il menaçait, c'est ce qu'il dit à Guérin, de publier ses mémoires si on lui cherchait des poux. « Je tiens pas à me faire descendre », avouera-t-il textuellement.

Le fait est que, vers la fin janvier 1976, le contact avec Marchal est coupé. Et le 16 février 1976, sur une pleine page du quotidien *l'Humanité*, Alain Guérin fait sensation en révélant l'essentiel de l'affaire sous le titre « Opération Aquarium : comment à Paris la CIA espionne ». Il y détaille les diverses formes de l'espionnage américain et politise l'affaire. On se permettra cette courte citation : « Lorsque nous avons eu connaissance des faits dont nous venons de donner quelques exemples on ne saurait dire que nous avons été à proprement parler surpris ; nous savions depuis longtemps que l'espionnage et la provocation contre les partis communistes et les organisations de gauche sont, selon le mot de Philip Agee (ex-agent), « le pain quotidien opérationnel de pratiquement toutes les stations de la CIA ». On remarquera toutefois que cette réflexion d'Agee concerne plus spécialement la région



du monde où il a été en fonction, une région précise, l'Amérique du Sud, dont on sait qu'elle est considérée depuis longtemps par l'impérialisme nord-américain comme sa « chasse gardée ». Alors une question se pose : la France doit-elle aussi désormais être considérée comme telle ? Le pouvoir giscardien en est-il arrivé à un stade supérieur de l'atlantisme où les services spéciaux des puissances de l'Alliance ne se borneraient plus à fournir aux Américains des renseignements sur les communistes et à leur prêter main-forte à l'occasion - ainsi que le rappelait encore récemment le *Washington Post* - mais où les États-Unis pourraient disposer du territoire de leurs « alliés » comme d'un pays conquis où la France serait devenue une

zone colonisée dans laquelle ils auraient toute latitude d'installer leurs propres services pour « doubler » les services français sans doute considérés en l'occurrence comme débilés ? »

Guérin ne donne alors pas le nom de Marchal (il le donnera des années plus tard dans son dernier livre). Sans verser dans le romantisme, on peut émettre ici deux hypothèses. Guérin (et le PCF) dit en quelque sorte aux Américains via cet article : Un, on est au courant de vos combines, maintenant vous arrêtez les frais (d'espionnage). Deux, on est au courant pour Marchal, laissez-le en paix.

Il y aurait toujours une famille Marchal qui réside dans cette partie de Belgique, non loin de Givet, selon Dominique Durand, qui ajoute : « Si Marchal était son nom véritable. » En effet, rien ne prouve que les papiers qu'il avait présentés à Guérin et Durand étaient vrais. Son passeport par exemple avait été renouvelé à Bujumbura, au Burundi, ancienne colonie belge devenue récemment indépendante.

Cette histoire n'est pas une fiction, répétons-le. Un beau fonds d'archives à Fabien le prouve. Voir aussi l'article cité de *l'Humanité* du 16/2/1976 ; le livre d'Alain Guérin « Ne coupez pas, je raccroche » aux éditions Le temps des cerises (épuisé, dit-on). Un autre ouvrage rend assez bien l'ambiance de l'époque : « Le péril rouge. Washington face à l'eurocommunisme », Frédéric Heurtebize, PUF (2014). Ajoutons enfin qu'un documentaire télévisé sur l'opération Aquarium, réalisé par le journaliste Nicolas Bourgoïn, comprenant un long entretien avec Dominique Durand, est en préparation ; il devrait être programmé début 2021. 📺

Gérard Streiff

COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichieï (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.
RÉDACTION : Gérard Streiff
Mèl : communistes@pcf.fr
RELECTURE : Jacqueline Lamothe
MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)
Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA